

[Text]

Therefore I would like to renew a question that has already been raised, but perhaps we can explore it further, namely how much suffering will these actions impose on the government and the governing race and class of South Africa? Will it be sufficient to lead them to make significant change in apartheid, given the history of South Africa as a country whose ruling class and race have tended to dig in their heels in the face of world opinion? We are all familiar with the usual phrases that are used in that connection. From the time of the early Boers on, they have, as it were, joined ranks against the outside world. Facing that history, facing the fact that so-and-so has nothing to lose, they may figure they have nothing to lose either. Their backs are to the wall, so they are prepared to shoot it out with all comers.

Let us just think in terms of developing a foreign policy that will not simply satisfy our desires for rhetoric and other satisfactions but will help the people with whom we are concerned tonight. Could you help our thinking along those lines, namely on the extent to which such moves can be, or will be, effective?

Mr. Beer: First of all, I would like to say that IDAFSA and certainly I myself see that there is a great deal positive about the government's position in the last year, and that is very significant. The hypothetical nature of my wondering is that there is a delay and therefore we want to see what in fact will happen. I agree with you there is no reason to believe the government . . .

Mr. Stackhouse: Not a delay in the policy. A time period was announced, but no delay.

Mr. Beer: Right; a delay to see what Botha is going to do.

I do not see a unilateral action by Canada as being in isolation. We have talked about, in our proposal here, how we work should collectively; how Canada should work with other nations to deal with the South African problem.

I also think the external pressures on the South African government will not be of great value unless the internal struggle continues. In other words, we are only assisting the South African majority in what they are attempting to do. I think Bishop Tutu and others have said, do what you can; we need your solidarity. We need you to stop assisting the white regime of apartheid.

• 1920

So I refer back again that the ruling class of South Africa will suffer. We have seen that the rand has fallen. We have seen that the exodus of South Africans today is much higher than before. We have seen 7,000 young South African whites refuse the draft. So we see that they are suffering from, I

[Translation]

J'aimerais donc poser une nouvelle fois une question qui a déjà été posée, mais peut-être pourrions-ous entrer davantage dans les détails, en l'occurrence quelles sont les contraintes que ce genre d'intervention imposera au gouvernement ainsi qu'à la race et à la classe dirigeantes de l'Afrique du Sud? Ces interventions suffiront-elles à les contraindre à revoir radicalement la théorie de l'apartheid, étant donné que l'Afrique du Sud a toujours été un pays dont la classe et la race dirigeantes ont tendance à faire fi de l'opinion mondiale? Nous connaissons tous les grands poncifs sud-africains à ce sujet. Depuis les premiers Boers, ces gens ont toujours fait front commun, ils ont toujours serré les coudes contre le monde extérieur. Compte tenu de ces antécédents, compte tenu du fait qu'ils n'ont, somme toute, rien à perdre, ils pourraient fort bien se dire qu'ici aussi, ils n'ont rien à perdre. Ils sont littéralement au pied du mur et ils sont donc prêts à faire feu de toutes parts.

Pensons un instant à élaborer une politique extérieure qui, en plus de satisfaire simplement nos aspirations rhétoriques entre autres, nous permettrait également d'aider les gens dont nous parlons ce soir. Pourriez-vous nous aider à formuler quelque chose dans ce sens, en nous disant notamment dans quelle mesure des interventions de ce genre pourraient être efficaces ou le seront?

M. Beer: Pour commencer, j'aimerais préciser que le FIDAAA considère, et moi aussi d'ailleurs, que la position adoptée l'an dernier par le gouvernement compte beaucoup d'éléments positifs, et cela est très important. Si je conjecturais, c'est parce qu'on semble tarder à intervenir et nous voulons donc pouvoir constater ce qui va se passer. Je suis d'accord avec vous, rien ne nous permet de penser que le gouvernement . . .

M. Stackhouse: Nous ne tardons pas du tout à intervenir par rapport à la politique annoncée. L'échéance était bien claire, il n'y a aucun retard.

M. Beer: Mettons, mais nous avons dû attendre pour voir ce que Botha allait faire.

Je n'envisage pas que le Canada puisse intervenir unilatéralement et d'une façon isolée. Dans notre proposition, nous avons parlé de la façon dont nous devrions travailler collectivement, de la façon dont le Canada devrait s'allier aux autres pays pour attaquer le problème sud-africain.

Je pense également que les pressions qui s'exerceront de l'extérieur sur le gouvernement sud-africain ne serviront guère tant et aussi longtemps que les dissensions internes persisteront. En d'autres termes, nous nous contentons d'aider la majorité sud-africaine dans ses efforts. C'est Mgr Tutu qui disait, notamment, faites ce que vous pouvez car nous avons besoin de votre solidarité. Nous voulons que vous arrêtiez d'aider le régime blanc de l'apartheid.

Et j'en reviens donc au fait que la classe dirigeante sud-africaine va souffrir. Nous avons constaté que le rand avait baissé. Nous avons constaté que l'exode sud-africain s'est intensifié. Nous avons vu les 7,000 jeunes sud-africains blancs qui refusaient la circonscription. Nous voyons donc qu'ils